

Avec près de 3 milliards de francs de pertes en 1990

Bull lance un plan de restructuration pour retrouver l'équilibre en 1992

Le constructeur informatique français Bull, qui prévoit une perte proche des 3 milliards de francs en 1990, a annoncé jeudi 8 novembre la suppression de 5 000 emplois d'ici à la fin 1991, supportée pour moitié par l'Europe, sur un effectif total dans le monde de 47 332 en 1989 (le Monde du 9 novembre). Des mesures qui, ajoutées à d'autres, doivent permettre un retour à l'équilibre en 1992.

Quelle ironie! Le jour où le japonais Hitachi décidait l'ouverture en 1991 d'une unité de fabrication de disques magnétiques et de matériels pour l'informatique à Orléans, le champion tricolore Bull annonçait une perte de quelque 3 milliards de francs en 1990 (2,8 milliards), la suppression de 5 000 emplois (la moitié en Europe, dont 1 100 dans l'Hexagone), la fermeture de trois usines et la cession d'une autre consécutives à une réorganisation de l'outil industriel et la filialisation d'une de ses activités (les périphériques), dont le capital sera ouvert au privé.

Le « plan de mutation » de Bull prévoit de regrouper, sous la responsabilité de M. Didier Ruffat, les

filiales italienne et britannique qui étaient restées sous la houlette de la branche américaine (Bull HN). Le directeur général de Bull International voit ainsi sa zone de compétence opérationnelle s'élargir à toute l'Europe (y compris celle de l'Est), sauf la France. A l'inverse, Bull HN élargit son territoire à toutes les activités des différentes composantes du groupe en Extrême-Orient.

Bull accélère, en outre, sa rationalisation industrielle, sous la responsabilité de M. Jean-Claude Albrecht, le transfuge d'ICL France devenu il y a six mois le patron de Bull SA (France). Bull ne sera plus installé que sur six sites au lieu de treize : deux de technologie et d'assemblage à Angers et Boston, deux d'assemblage de produits de grande série (tels les micro-ordinateurs) à Ville-neuve-d'Ascq (Nord) et à Saint-Joe (près de Chicago), un pour les petites imprimantes en Italie et l'unité de Bull Périphériques à Belfort (à filialiser). Seront donc fermés Chandler (80 salariés) aux Etats-Unis, Newhouse (300 personnes) en Grande-Bretagne, l'activité industrielle de Massy en France (environ 200). En 1991, Joué-lès-Tours (400 salariés) – qui fabrique des ordinateurs de taille moyenne, transférés à Angers – sera cédé.

Espérant réduire de 10 % par an ses coûts de fonctionnement, afin

d'apprendre à vivre dans une industrie dont les marges baissent (le Monde du 28 février), Bull a annoncé aux syndicats que ces réorganisations se traduiraient par la suppression de 5 000 emplois « entre aujourd'hui et le 31 décembre 1991 ». Compte tenu des 2 500 réductions d'effectifs consentis au cours des dix premiers mois de l'année, Bull aura réduit de 15 % le nombre de ses salariés en deux ans... c'est-à-dire l'équivalent de l'effort annoncé en un an par le nouveau patron de Philips.

Atteindre la taille critique

Par ailleurs, le groupe a décidé de se concentrer sur les domaines où il peut atteindre la taille critique : il constituera « en entité légale indépendante » sa filiale Bull Périphériques (à Belfort, où 1 600 personnes sont salariées). Bull a aussi l'intention de faire reprendre par ses salariés sa filiale Prologue (applications et logiciels).

Plus généralement, M. Francis Lorentz, le président de l'ensemble du groupe Bull, a précisé sa position sur les alliances et les « mariages » européens souhaités par son ministre de tutelle, M. Roger Fauroux. Dans un entretien aux Echos, celui-ci avait déclaré (le Monde du

19 septembre) : « Bull a intérêt à chercher une alliance avec d'autres opérateurs européens (...) Il n'y en a pas trente-six. Vous en avez deux : Siemens et Olivetti. » « Le choix des coopérations et des alliances ne saurait se limiter à un espace géographique donné » a répondu M. Lorentz. « Nous avons toujours été favorables au renforcement de nos liens avec des partenaires européens, et la période de crise actuelle peut constituer l'opportunité de faire prévaloir les solidarités sur les rivalités », en jugeant toutefois « peu réalistes » des mariages entre partenaires en difficulté. M. Lorentz a cité trois domaines d'activité pouvant « impliquer d'autres partenaires que des fabricants d'ordinateurs » : le génie logiciel, les bases de données et les microprocesseurs.

Le « plan de mutation », destiné à juguler les hémorragies, n'en oublie pas pour autant l'avenir : un de ses volets importants est un programme d'investissement de 11 milliards de francs sur quatre à cinq ans en recherche-développement dans le cadre d'un contrat pluriannuel du type de celui que vient de signer Thomson avec l'Etat dans la TVHD. Ce programme visera à résoudre un des handicaps majeurs du groupe : l'hétérogénéité de sa gamme de produits qui le contraint à dépenser des sommes folles pour

maintenir les développements sur ses différents matériels. L'intégration de l'architecture « maison » des ordinateurs Bull avec le standard Unix sera assurée.

M. Lorentz réussira-t-il, comme il l'espère, à améliorer sa marge opérationnelle de 3,8 milliards de francs en deux ans et à retrouver l'équilibre en 1992? Il y a tout intérêt puisqu'un an plus tard un changement de majorité parlementaire risquerait de relancer les tentations de privatisation du groupe. Et, plus largement, l'informatique française supporte peut-être le plan de la dernière chance. Car le montant des pertes de Bull culmine cette année à un niveau jamais atteint jusqu'ici : en 1982, la plus mauvaise année, on était tombé à 1,35 milliard de francs. Mais le Bull d'alors ne ressemblait en rien à celui d'aujourd'hui avec ses 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses 21 864 salariés (contre 41 milliards et 47 332 personnes en 1989). Il n'occupait que le dix-septième rang mondial contre le huitième maintenant... Et le contexte actuel de crise n'épargne personne dans l'informatique, aux Etats-Unis et en Europe, même si IBM a réussi à redresser la barre.

FRANÇOISE VAYSSÉ